

**SECTION  
MESSAGERIES  
PRESSTALIS**

## ***Après Plus belle la vie, Urgence !***

Décidément notre directeur général affectionne les séries télévisées. N'est-il pas d'ailleurs pressenti par l'Elysée pour devenir le président d'une chaîne culturelle Franco-Allemande ?

Toujours est-il que le dernier directeur général nommé par le dernier opérateur des NMPP, Lagardère, s'est cantonné dans un registre dramatique lors de la réunion du Comité Central d'Entreprise de Presstalis qui s'est tenue le mardi 22 juin 2010. « Je vous le dis avec solennité et gravité » tels ont été les termes de la direction générale à la fin de la lecture d'un document d'une trentaine de pages intitulé « Mesures d'urgence début 2011 ».

Un document qui pour l'essentiel fait état des difficultés financières de l'entreprise et des solutions pour y remédier... Autant dire, rien de plus de ce qui a été préconisé dans le rapport Mettling dont le contenu avait été fortement suggéré quelques mois auparavant par les présidents des coopératives de presse ! « *L'étroite collaboration (de Bercy) avec la direction générale de Presstalis et ses directions financières et techniques* » nous interdit de croire un seul instant à une neutralité étatique...

Oublions les erreurs de gestion de ces dernières années, les gains de productivité réalisés sur le dos des salariés au cours des nombreuses restructurations et redistribués gracieusement aux éditeurs qui n'ont pas jugé bon de recourir au principe de précaution. En effet, se faire distribuer en dessous du prix de revient n'est pas de nature à produire du « cash » dans l'entreprise.

Alors, pour reconstituer ce fameux « cash », la direction générale nous demande, non seulement de tirer un trait sur le passé, mais de contribuer à nouveau aux efforts pour « passer ensemble, un mur extrêmement difficile ».

La formule magique édictée par la direction générale est la suivante : Cash= fermeture de SPPS + sous-traitance des travaux + externalisation des prestations du siège + réduction des effectifs. A cette équation très libérale, notre organisation syndicale a répondu que la fermeture de la filiale SPPS n'était certainement pas la solution qui devait être retenue dans le cadre des négociations. **Dans tous les cas, des propositions industrielles alternatives devront faire l'objet d'une étude sérieuse et non être actées dans un simulacre de discussions. Et c'est uniquement à l'issue de ces négociations que pourront être envisagées, si nécessaire, des mesures sociales.**

.../...



A ce titre, nous avons signifié au directeur général que ces négociations ne devaient en aucun cas ressembler au passage en force pour le plan « Défi 2010 ». Pour être plus explicite, nous l'avons prévenu du danger que comporterait la présence d'un interlocuteur qui ne tiendrait pas ses engagements. Tout le monde a en mémoire la méthode hussarde de la direction logistique au niveau de la branche des quotidiens l'hiver dernier.

Après trois heures et demie d'un exposé sombre de la direction et d'interventions des organisations syndicales, la trame de ce CCE allait être déclinée d'une manière plus précise dans l'après-midi au CE du Siègne et au CE de SPPS.

Sur le siège, les difficultés financières allaient être de nouveau mises en avant pour justifier un plan d'économie de 8 millions d'euros se traduisant par une restructuration avec, dans un premier temps une diminution des effectifs : - 100 salariés, soit 15 % de l'effectif actuel ! Attendons nous à ce que la direction nous dise que cette réduction est salutaire eu égard à la réduction de la surface des bureaux à la Porte des Lilas !

A la SPPS, le directeur de la filiale déjà présent lors du CCE n'a pas dérogé au discours ambiant. Après tout, le rapport Mettling a identifié la SPPS comme la source de tous les problèmes de Presstalis et qu'à ce titre il fallait s'en débarrasser, toujours *en étroite collaboration avec la direction générale* : « *La rationalisation de la distribution parisienne, qui passe par une réduction significative des effectifs dans les ateliers via la fermeture de SPPS et le redéploiement de son activité sur d'autres sites est indispensable au redressement du compte d'exploitation de Presstalis. A défaut, la question de la survie de la société, du devenir de l'ensemble de ses 1200 salariés et de la responsabilité de ses actionnaires serait posée avant la fin de l'année 2010.* »

Certes, on fait régulièrement état des efforts consentis par les salariés pour réduire le déficit des années antérieures, on ne manque pas de faire l'éloge de leur conscience professionnelle qui a permis une démarche qualité ISO 9001 au sein de leur entreprise, mais cela ne suffit pas à satisfaire ceux qui trouveront toujours trop chers les prestations !

Aussi, ces derniers préconisent-ils la fermeture de SPPS, le transfert du traitement des quotidiens dans le centre de Gonesse et la sous-traitance pour les publications ainsi que pour les invendus. A ce sujet, la direction de SPPS précise qu'un « appel d'offres » va être lancé pour trouver des prestataires qui auront la « capacité » de distribuer la presse à Paris et en proche banlieue. Une précaution d'ordre juridique qui n'occultera pas la prépondérance de Géodis au sein du secteur de la distribution de la presse et cela grâce à la direction logistique de Presstalis !

Tout le monde comprendra donc la position des organisations syndicales de SPPS lors de ce CE qui ont, en toute légitimité, déclaré qu'elles s'opposaient à la fermeture de l'entreprise.

D'une manière plus globale, nous jugerons au retour des vacances si la direction générale exprime dans les actes sa volonté de négocier sérieusement et en toute loyauté...

Gonesse, le 23 juin 2010